

Budget 2011: De mal en pis !

Le Conseil des ministres de ce jour a avalisé le projet de loi de finances 2011. Pour tenter de désamorcer la colère sociale, le gouvernement a largement étalé dans le temps les annonces les plus dures : non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, baisse des dépenses de fonctionnement des services publics, suppression des niches fiscales pour les revenus les plus modestes (nouveaux mariés), etc...

FO Finances dénonce un projet budgétaire construit sous le joug de Bruxelles et des agences de notation, qui fait payer la faillite du système bancaire aux seuls salariés.

S'agissant de l'emploi public, les ministères économiques et financiers sont encore une fois ceux les plus durement touchés proportionnellement à leurs effectifs :

3127 suppressions au ministère du budget et des comptes publics et 273 suppressions d'emplois au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi viennent s'ajouter aux plus de 16 000 suppressions d'emplois enregistrées depuis 1999 !

Contrairement au discours gouvernemental, ces économies de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ne retourneront pas aux fonctionnaires, la preuve : le gel des traitements est également acté dans le PLF !

Dans ce projet de loi de finances, nos ministères sont astreints comme l'ensemble de la Fonction Publique d'Etat à une cure d'austérité budgétaire sans précédent, avec une baisse des dépenses de fonctionnement de 5%.

Pour FO Finances, c'est bien la traduction d'une politique de désengagement de l'Etat et de remise en cause des missions des services économiques, fiscaux, financiers, statistiques et industrielles. Ce n'est pas un hasard si la mobilisation des personnels à Bercy, tout au long de l'année 2010 a été la plus importante de la Fonction Publique d'Etat.

Alors que le gouvernement s'entête à maintenir son projet de loi sur les Retraites, injuste et inefficace, ce budget 2011 constitue une nouvelle atteinte au devenir des missions de service public, de l'emploi public et des conditions de travail des agents.

Paris, le 29 Septembre 2010